



**CENTRE COMMUNAL D'ACTION  
SOCIALE DE LA VILLE D'AGDE  
SERVICE ADMINISTRATION GENERALE**

**Marché n° FOUR-02-18  
Evolution du logiciel de traitement de  
la demande sociale**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

## CHAPITRE I - INDICATIONS GENERALES

### **ARTICLE 1.1 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE**

Marché avec procédure adaptée passé en application :

De l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics  
Du décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics

Ils sont complétés par un arrêté publié au JO du 31 mars 2016, et une série d'avis publiés au JO du 27 mars 2016 :

- ☐ L'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
- ☐ Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
- ☐ Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
- ☐ Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques

- ☐ Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
- ☐ Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics

Ce marché comporte un seul lot

### **ARTICLE 1.2 - NATURE DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la fourniture d'une solution informatique complète déjà existante, le déploiement de cette solution ainsi que la formation, l'assistance et la maintenance nécessaires à son exploitation.

Le CCAS de la Ville d'Agde a besoin de disposer d'un logiciel de gestion du parcours de l'utilisateur au sein de ses services à vocation sociale, dans un contexte de mutualisation des prestations informatiques avec la Ville, dans une démarche intégrée à la Convention territoriale globale signée avec la Caisse d'allocations familiales et en cours de renouvellement.

Ce logiciel doit être avant tout un outil facilitant la mise en cohérence des interventions et améliorant la qualité du service rendu aux usagers.

Le C.C.A.S. de la Ville d'Agde est doté depuis 2012 du logiciel Implicit (Malleo), dont le contrat vient à échéance le 31 décembre 2018. Le CCAS souhaite, dans ce contexte évolutif et dans le cadre des objectifs définis, lancer une nouvelle consultation pour l'acquisition d'un logiciel de traitement des demandes sociales.

### **ARTICLE 1.3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité :

- ☐ L'Acte d'Engagement signé par le candidat et par le pouvoir adjudicateur (ce dernier de part les textes législatifs, être signé une fois le candidat retenu)
- ☐ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- ☐ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- ☐ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) dans sa dernière version (non joint au marché)
- ☐ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de travaux dans sa dernière version (non joint au marché)
- ☐ Le Cadre de Décomposition du Prix Global & Forfaitaire (CDPGF)

*Il est précisé que les documents généraux étant édités et publiés, ils ne sont pas joints au marché.*

## **ARTICLE 1.4 - DEFINITION - REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION**

Collectivité contractante :

**LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE D'AGDE**

Pouvoir Adjudicateur :

LA VICE-PRESIDENTE DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE D'AGDE

Assemblée délibérante :

LA COMMISSION DES MARCHES DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE D'AGDE

## **CHAPITRE II - CONSISTANCE DU MARCHÉ**

### **ARTICLE 2.1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la fourniture d'une solution informatique complète déjà existante, le déploiement de cette solution ainsi que la formation, l'assistance et la maintenance nécessaires à son exploitation.

### **ARTICLE 2.2 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, inclus au dossier de la consultation.

### **ARTICLE 2.3 – DUREE DU MARCHÉ**

La **durée** du marché sera comprise à l'intérieur des deux dates suivantes.

**Début** du marché : le 1er janvier 2019 après notification de l'attribution du marché par la collectivité.

**Terme** du marché : 31 décembre 2022.

A l'issue du terme du marché, la collectivité fera savoir par écrit au prestataire si elle entend renouveler son engagement ainsi que la durée de ce dernier.

### **ARTICLE 2.4 – DELAI D'EXECUTION**

A partir de la date de notification, le titulaire désigné devra prendre toutes les mesures utiles à l'exécution du marché.

### **ARTICLE 2.5 - DEFINITION DES PRIX**

Le prix de l' « **Evolution du logiciel de traitement de la demande sociale** » s'entend toutes prestations comprises et notamment :

- La conduite et suivi de projet
- L'installation, paramétrage et intégration dans le système d'information de la collectivité
- La formation technique des administrateurs technique et fonctionnels sur site
- La formation aux utilisateurs sur site
- L'assistance au démarrage sur site et à la reprise des données existantes
- La maintenance

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de novembre 2018.

Le marché est conclu dans l'unité monétaire « euro ».

### **ARTICLE 2.6 - FACTURATION**

Elle est envoyée en trois exemplaires à l'adresse suivante:

Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Agde  
CCAS d'Agde

### **ARTICLE 2.7 - PAIEMENT**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique. Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Agde se libère des sommes dues en application du présent marché par simple virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire et indiqué dans l'acte d'engagement. Le comptable assignataire des paiements est le Comptable public du Trésor Public de la Ville d'Agde.

### **ARTICLE 2.8 - DELAIS DE PAIEMENT**

Les sommes à payer dans le cadre du présent marché sont réglées dans le délai fixé par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics complétés par un arrêté publié au JO du 31 mars 2016, et une série d'avis publiés au JO du 27 mars 2016.

Le défaut de paiement dans ce délai ouvre droit à des intérêts moratoires conformément au titre III du décret n° 2002-232 du 21 février 2002.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

### **ARTICLE 2.9 – MODIFICATIONS DE L'ENTREPRISE, RESILIATION**

Toute modification apportée dans la forme juridique de l'entreprise devra être notifiée au Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Agde par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle devra être accompagnée des documents justifiant les modifications intervenues, notamment les extraits de procès-verbaux de l'assemblée générale certifiés conformes, le journal d'annonces légales dans lequel auront été publiées les modifications survenues.

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Agde, dans l'éventualité prévue au présent article, se réserve la faculté, sans avoir à justifier sa décision, de mettre fin au Marché pour la partie restant à accomplir. Aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit, ne pourra être réclamée de ce fait.

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Agde peut demander la résiliation du marché sans indemnité dans les cas suivants:

- Redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, dans les conditions prévues par la loi du 25 janvier 1985,
- Cession sans autorisation par avenant soumis au Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Agde.
- Manquements graves aux obligations du co-contractant telles que définies dans le présent marché.

## **CHAPITRE III - PRESCRIPTIONS DIVERSES**

### **Article 3.1 – GARANTIE FINANCIERE**

Sans objet.

### **Article 3.2 - NANTISSEMENT**

Après la notification du marché, le titulaire pourra solliciter de la collectivité la délivrance d'une copie de l'original de l'acte d'engagement. Cette copie dite « exemplaire unique » est revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en « unique exemplaire » en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché.

### **Article 3.3 - APPLICATION de L'ART. 56 de la LOI n°78.753 DU 17 JUILLET 1978**

Sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, le titulaire soussigné affirme qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction édictée par l'article 56 de la loi n°78.753 du 17 juillet 1978.

#### **Article 3.4 – ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

#### **Article 3.8 - LANGUE UTILISEE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE**

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français ; il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou mode d'emploi doivent être rédigés en français.

#### **Article 3.9 – REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les contestations ayant trait à l'application du marché et à toutes les obligations qui en découlent seront, à défaut d'accord amiable, soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent expressément attribution de compétence.

#### **Article 3.10 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES**

3.10.1 - Conformément aux prescriptions de l'article 1.3 du présent contrat, le titulaire reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales. En cas de différence, les dispositions du présent C.C.A.P prévalent.

3.10.2 - Outre les dispositions du présent marché, toute clause insérée dans les documents auxquels se réfère le présent marché et contraire aux clauses d'ordre public doit être considérée comme nulle.

En Agde, le \_\_\_\_\_  
Le Pouvoir Adjudicateur  
Carole RAYNAUD  
Vice-Présidente du CCAS

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
L'Entreprise  
(Signature et tampon)

Document à parapher sur toutes les pages et à signer ci-dessus.  
Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé »